

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIER CARROSSERIE

181 rue d'Argentan
BP 158
61000 Alençon

Références : UBDEO-2025-190
Code AIOT : 0005302170

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement CARRIER CARROSSERIE implanté 181 rue d'Argentan BP 158 61000 Alençon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site exploité par l'ENTPR, situé rue d'Argentan à Alençon, correspondant à l'ancien site industriel de Carrier Carrosserie. Ce site est inscrit comme site pollué et fait l'objet d'une Servitude d'Utilité Publique (SUP), instaurée par arrêté préfectoral du 26 septembre 2017. La société s'interroge sur l'acquisition d'une partie du site, la démolition d'une partie des bâtiments et la possible création d'une station de lavage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIER CARROSSERIE
- 181 rue d'Argentan BP 158 61000 Alençon
- Code AIOT : 0005302170
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site a été exploité par la société CARROSSERIE CARRIER, il est inscrit comme site pollué et fait l'objet d'une Servitude d'Utilité Publique (SUP), instaurée par arrêté préfectoral du 26 septembre 2017.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi des SUP	Arrêté Préfectoral du 26/09/2017, article 2	Sans objet
2	Suivi des SUP	Arrêté Préfectoral du 26/09/2017, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation est conforme à l'arrêté de SUP.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des SUP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2017, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, SSP
Prescription contrôlée : Le seul usage possible du terrain cité à l'article 1er du présent arrêté est un usage de type industriel ou artisanal et bureaux liés à ces activités, conformément aux préconisations du bureau d'études résultant de l'analyse des risques résiduels, dans sa version B. Sur l'ensemble du site, il est, en particulier interdit : d'aménager un terrain de camping ou de stationnement de caravanes ; d'aménager un terrain de sport, un parc de loisirs, une aire de manifestation culturelle (brocante, foire, tournois sportifs, exposition...), une aire de jeux pour enfants ou un jardin d'agrément ; l'installation d'activités agricoles ; la création de plans d'eau. Tout projet de changement d'usage du terrain susmentionné nécessite la réalisation préalable d'études techniques garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux et usages projetés. Au vu de ces études, il peut être examiné la possibilité de lever ou de modifier la servitude d'utilité publique conformément à l'article 6 du présent arrêté.

<p>Constats :</p> <p>Le site appartient à la société Fast Concept Cars et accueille aujourd'hui trois occupants : ENTPR, établissement public industriel et commercial (EPIC) sous tutelle de la Région, employant environ 60 salariés, AFTRAL, organisme de formation dans les domaines du transport, de la logistique et de la sécurité, FAST PR, entreprise commerciale de pièces automobiles.</p> <p>Ces usages sont compatibles avec les prescriptions de l'arrêté de SUP.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Suivi des SUP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2017, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, SSP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans la limite des parcelles cadastrées AL n° 283 et AE n° 8 susmentionnées, les restrictions d'usage ci-après doivent être observées :</p> <p>Utilisation des sols afin de supprimer toute exposition via l'ingestion de produits de la terre contaminée (fruits, légumes...), interdiction de la culture d'arbres fruitiers et de toute culture maraîchère (potager) et d'une manière générale, interdiction de toute utilisation du sol en vue de la production d'aliments destinés à la consommation humaine ou animale, et interdiction de tout élevage d'animaux destinés à la consommation humaine ou animale ; la réalisation de travaux d'excavation du sol, d'affouillement ou de creusement est soumise à une étude préalable et à la définition des modalités de gestion des sols pollués éventuellement évacués, qui doivent faire l'objet d'un traitement adapté et formalisé.</p> <p>Utilisation des eaux souterraines l'utilisation de l'éventuelle ressource en eaux souterraines située au droit de la parcelle fait l'objet d'une vérification préalable de la compatibilité de cet usage avec la qualité de celles-ci.</p> <p>Toute infiltration d'eaux pluviales au droit de l'emprise désignée à l'article 1er du présent arrêté est interdite afin d'éviter un éventuel transfert des polluants vers les sols sous-jacents. Ainsi, l'installation et l'utilisation de puits, ou d'autres ouvrages dont la finalité serait de rejeter des eaux dans les sols, est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les investigations antérieures ont mis en évidence deux zones distinctes de pollution liées à l'ancienne activité Carrier Carrosserie :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La zone au sud du bâtiment principal : pollution aux hydrocarbures. -La cour centrale entre bâtiments : pollution liée au stockage de déchets de cataphorèse (solvants, peintures).

Des travaux de dépollution ont été menés en 2016 et 2017, par des excavations ciblées permettant un abaissement des concentrations résiduelles afin d'atteindre des niveaux compatibles avec l'usage industrie. A la suite de cette opération il a été nécessaire de mettre en place une SUP pour garantir une bonne gestion des terres polluées résiduelles selon les niveaux de contamination.

Aucun terrassement, excavation ou affouillement récent n'a été constaté.

L'ENTPR s'interroge sur l'acquisition d'une partie du site, la démolition d'une partie des bâtiments et la possibilité de créer une station de lavage.

L'ensemble des bâtiments visités étaient vides au moment de la visite. L'électricité est coupée. Les toitures sont en amiante ; certains bardages le sont également. Aucun danger structurel immédiat n'a été constaté. Les dalles ne présentent pas de fissures majeures. La démolition est techniquement possible.

Une cuve de gazole de 500 litres a été dépolluée par l'entreprise Madeleine le 14 octobre 2014 (nettoyage, dégazage, neutralisation à l'eau). Des odeurs résiduelles d'hydrocarbures persistent mais ne présentent pas, en l'état, de risque particulier.

Les bâtiments susceptibles d'être acquis se situent à proximité immédiate des zones les plus polluées. L'inspection recommande : de ne pas excaver les sols, de ne pas pratiquer d'affouillement, de conserver les dalles existantes.

Cette recommandation vise :

- à limiter les coûts liés à la gestion des terres polluées,
- à éviter l'exposition des salariés à des poussières ou gaz de sols contaminés,
- à ne pas mobiliser de polluants anciens susceptibles d'être remobilisés.

Une couverture des dalles en enrobé actuellement protégées par le bâti permettrait de garantir leur tenue dans le temps car elles n'ont pas nécessairement été conçue pour résister aux intempéries.

Si l'exploitant devait malgré tout procéder à des terrassements, ceux-ci seraient soumis à :

- la réalisation préalable d'une étude de gestion des sols pollués (caractérisation des terres, orientations filières, niveaux de risque),
- l'évaluation de la protection des travailleurs,
- la mise en place de mesures de prévention adaptées (EPI, maîtrise des poussières, ventilation).

Il est donc recommandé d'implanter les ouvrages de lavage en dehors des zones susceptibles d'être polluées.

L'ENTPR envisage de récupérer les eaux pluviales captées sous le parking des bus situé le long de la route d'Argentan, afin d'alimenter une station de lavage. L'inspection recommande préalablement :

- de mesurer la qualité des eaux pluviales captées,
- d'identifier la présence éventuelle de polluants
- d'évaluer les risques sanitaires pour les salariés et les usagers en cas d'aspersion des véhicules avec ces eaux.

Les polluants à rechercher sont ceux identifiés au cours des études réalisées sur le site à savoir :

- les métaux (en particulier Cd, Cr, Pb, Zn)
- les hydrocarbures(en particulier C8-C-16)
- BTX (en particulier le toluène)
- COHV (en particulier Cis-1,2 Dichloroéthylène, Chloroforme, 1,1,1-trichloroéthane, trichloroéthylène, perchloroéthylène, tétrachloroéthylène)
- PCB

Type de suites proposées : Sans suite